

IV^e Congrès de la LCR

Vers une organisation communiste ouvrière

Pour ceux qui ne militent pas à la LCR mais qui ont voulu prendre connaissance des décisions de son IV^e Congrès, deux choses sont apparues :

- la LCR présente Alain Krivine aux élections présidentielles ;
- la LCR a décidé de se « prolétarianiser », d'opérer « *un tournant vers la classe ouvrière industrielle.* »

Il s'agit là, en effet, des décisions les plus marquantes. Elles ne sauraient pourtant, à elles seules, rendre compte du travail politique effectué par le congrès et des tâches qu'il a fixées aux militants trotskystes pour les mois qui viennent. La LCR a connu depuis plusieurs années des débats permanents qui ont accompagné une situation de crise et rendu impossible la détermination d'une majorité politique lors de son III^e Congrès. Elle a connu, à la fin de l'année 1979, une scission qui l'a affaiblie. Nombreux sont ceux qui ont parié sur l'aggravation d'une crise qui semblait, pour un observateur superficiel, ravager uniformément les organisations apparues à la gauche des PC et des PS en Europe.

Or, c'est incontestablement l'inverse qui s'est produit et que le IV^e Congrès de la LCR est venu démontrer : après une période d'incertitudes et de débats prolongés, la LCR s'est dotée d'une orientation politique approuvée par 60 % des délégués et s'est fixé des objectifs organisationnels à travers une série de mesures pratiques approuvées par

plus de 65 % des délégués. Et cela après deux mois de débats les plus larges, permis par la reconnaissance dans les faits (et pas seulement en paroles comme de nombreuses organisations en donnent hélas l'exemple) de la démocratie interne : libre accès au bulletin intérieur publié régulièrement, droit de tendance et de fraction. Tous les éléments sont à nouveau réunis aujourd'hui pour franchir un pas dans la construction du parti ouvrier révolutionnaire.

Des rapports de forces inchangés entre les classes

Y a-t-il pourtant des raisons d'être optimistes ? Douze ans après Mai 68, où en sont les rapports de forces entre la bourgeoisie d'un côté, la classe ouvrière et ses alliés de l'autre ? La profondeur de la crise de Mai 68 ne laissait-elle pas présager un dénouement plus rapide ? Les interrogations radicales sur l'emprise des directions réformistes sur la classe ouvrière peuvent-elles recevoir une réponse dans le cadre du marxisme révolutionnaire ? Beaucoup de militants révolutionnaires ont été amenés à se poser ces questions depuis l'effondrement de l'Union de la gauche consacré le 19 mars 1978.

La crise économique de 1974 a révélé crûment les forces en présence et les batailles qui se préparent. Cette crise économique, et la prochaine qui se profile pour la fin de l'année 1980, sont là pour montrer que la vague de croissance économique accélérée commencée avec l'après-guerre est bien terminée, que nous sommes désormais dans une période où les difficultés économiques s'amoncellent de manière cumulative, où les crises sont plus profondes et plus rapprochées les unes des autres. Fatalité économique ? La bourgeoisie sait mieux que personne qu'il n'en est rien. Et si elle crie bien fort au caractère « inévitable » de la crise (en renvoyant, pour l'expliquer, à la hausse du prix du pétrole), c'est afin d'en faire payer le prix aux travailleurs et tenter d'en éviter ainsi les difficultés les plus grandes. Une étude du Massachusetts Institute of Technology (institut nord-américain) révèle que la bourgeoisie devrait réduire de 25 % le niveau de vie de 60 % des salariés pour rétablir les profits lui permettant d'inverser les phénomènes économiques cumulatifs qui font aller l'économie capitaliste d'inflation en chômage, de récession en crise.

La bourgeoisie s'est d'abord attaquée aux couches sociales les plus défavorisées, celles qui avaient le moins de traditions d'organisation et sur lesquelles pèse le plus le poids des divisions : les femmes, les immigrés, les jeunes en cours de formation ou à la sortie du système de formation. Mais il est évident que cela ne peut en aucun cas suffire à renverser le cours des choses. Il lui faut désormais s'attaquer aux secteurs les plus décisifs de la classe ouvrière pour restructurer efficace-

ment l'appareil productif, c'est-à-dire à la classe ouvrière industrielle. Il faut pour cela remettre en cause des acquis considérés comme vitaux pour la masse des travailleurs : indemnisation du chômage, loi des quarante heures, Sécurité sociale, droits syndicaux et, plus largement, droits démocratiques.

Or, la classe ouvrière est sortie profondément renforcée de la période d'expansion de l'après-guerre. La grève générale de Mai 68 a ouvert une période où l'état d'esprit des masses ne les prédispose pas à laisser passer une quelconque attaque sans riposter. La grève dans la sidérurgie, la grève de l'Alsthom en ont été les derniers témoignages. Le gouvernement n'a-t-il pas été forcé de reculer en ce qui concerne la Sécurité sociale ? La loi Berger est pour le moment enterrée, les décisions concernant les mutuelles rapportées.

Aucun élément ne permet aujourd'hui de dire que le rapport de forces instauré entre les classes depuis Mai 68 s'est trouvé modifié. La bourgeoisie n'a atteint aucun de ses objectifs fondamentaux, elle n'a eu à aucun moment les mains libres, ce que seul l'établissement d'un consensus entre les classes, plus illusoire que jamais, pourrait lui donner. Elle n'a pu ainsi résoudre la crise du régime, liquider l'héritage paralysant du gaullisme. Au contraire, la multiplication des scandales discrédite toujours davantage l'Etat et le gouvernement. Et nous ne pouvons pas avoir d'illusions : la crise des institutions de la V^e République, le pourrissement du régime, la paralysie du Parlement ne relèvent d'aucun défaut interne au régime ou d'une quelconque faiblesse constitutionnelle. Ils sont le produit de l'instabilité sociale, du mûrissement des affrontements entre les classes.

C'est en partant de cette analyse que les thèses politiques sont amenées à constater que « *la bourgeoisie n'a pu entamer significativement la volonté de lutte et de résistance de la classe ouvrière, ni remporter de victoire susceptible de modifier sérieusement les rapports de forces entre classe ouvrière et bourgeoisie. C'est pourquoi les épreuves décisives restent à venir.* »

L'état d'esprit des masses

Il s'agissait ensuite, pour le congrès, d'analyser en détail les processus en cours dans la classe ouvrière, d'appréhender l'état d'esprit des masses, à travers les dernières expériences des luttes de classes. Quelle a été la politique du PC et du PS, des bureaucraties syndicales que ces partis contrôlent ? « *La politique active des directions ouvrières a consisté à empêcher un affrontement. D'abord la politique de démobilisation de l'Union de la gauche, de 1972 à 1977, puis la politique de division à partir de septembre 1977, ont permis à Giscard de tenir son septennat. Cette*

division accrue constitue l'atout central de Giscard. Elle lui a permis de remporter les législatives de 1978. Elle le sert depuis. Elle risque de lui assurer sa réélection à l'élection présidentielle de 1981. »

Le PCF, en se présentant comme le seul parti ouvrier, le seul défenseur intransigeant des intérêts des travailleurs, le PS, en se prétendant unitaire, favorable à un renouveau de l'Union de la gauche, tentent l'un comme l'autre de démoraliser des couches importantes de travailleurs tout en se renforçant l'un au détriment de l'autre. Ils se sont pourtant l'un et l'autre adaptés à la politique de crise de la bourgeoisie : le recentrage de la CFDT « *a fait école dans les appareils du mouvement ouvrier.* »

Cette politique heurte de front des secteurs décisifs de la classe ouvrière qui n'ont aucune envie de baisser les bras, d'être battus sans combat. C'est sur cette base que sont apparus « *des militants et des travailleurs d'avant-garde qui, en raison de leur propre expérience, ont été en mesure de commencer à tirer les leçons de la faillite de la stratégie préconisée par les directions. Ce courant s'appuie sur la défiance généralisée des travailleurs à l'égard du PC et du PS. C'est ce qui lui donne sa force. Mais pour que celui-ci puisse vraiment se déployer, il faut encore que les oppositions de lutte de classes au sein du mouvement syndical se regroupent, s'organisent, postulent à la direction des luttes et offrent, ce faisant, une perspective organisée et crédible pour les travailleurs combattifs.* »

Ainsi, la politique de division du PC et du PS est au centre de toute l'analyse de la situation politique. Elle donne un caractère immédiat, concret, précis à la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat. Elle fixe aussi les mots d'ordre que doit avancer la LCR.

L'unité ouvrière

Commentant les décisions prises par notre IV^e Congrès, plusieurs journaux ont écrit que la LCR appelait de ses vœux une nouvelle Union de la gauche ! L'Union de la gauche était l'alliance entre le PC, le PS et le parti bourgeois des radicaux de gauche, sur un programme commun. Ce programme commun n'avait évidemment rien à voir avec un programme de défense des intérêts du prolétariat. Ce n'était rien d'autre qu'un programme de collaboration de classes, avec pour objectif la mise en place d'un gouvernement de coalition au profit de la bourgeoisie. Cette politique, aussi vieille que le réformisme, était dans la droite ligne du « *ministérialisme* » de Millerand soutenu par Jaurès, ou des fronts populaires préconisés par le Komintern à partir de 1935, à chaque fois dans des conditions spécifiques.

La politique d'unité ouvrière adoptée à notre congrès n'a rien à voir avec cela : à la collaboration de classes, elle oppose l'unité des travail-

leurs et de leurs organisations pour des actions communes, pour le combat contre le patronat et son gouvernement. La politique d'unité ouvrière n'exige d'aucune organisation qu'elle abandonne son programme ou qu'elle abandonne son droit de critique : il s'agit de marcher séparément, mais de frapper ensemble l'ennemi commun, la bourgeoisie et son gouvernement. Les travailleurs verront bien dans l'action commune quelle est l'organisation qui défend leurs intérêts de la manière la plus conséquente. Et c'est pourquoi le PC comme le PS s'opposent avec acharnement à tout pas en avant vers l'unité ouvrière. Quand ils s'unissent, ils ont alors « *besoin d'alliés bourgeois pour pouvoir refuser les revendications des ouvriers* » (Trotsky).

De même qu'à la pratique de la collaboration de classes nous opposons l'unité des travailleurs et de leurs organisations, nous opposons au gouvernement d'Union de la gauche, au gouvernement bourgeois des « *loyaux gérants du capitalisme* », le gouvernement des partis ouvriers majoritaires, le gouvernement du PC et du PS. Cette exigence adressée aux directions du PC et du PS — former le gouvernement — s'accompagne de la critique la plus virulente ; cette critique culmine et s'illustre d'ailleurs dans le refus des directions d'assumer leurs responsabilités gouvernementales. Le mot d'ordre « *imposons un gouvernement du PC et du PS* » est compréhensible et répond aux aspirations de tous les travailleurs qui votent pour le PC et le PS et qui ont encore mille illusions sur les directions de ces deux partis.

Pour comprendre la place de ce mot d'ordre aujourd'hui, on peut être frappé par la similitude de situation existant avec la Belgique de 1934, quand Trotsky écrivait (*Oeuvres*, Tome 3, pp 146-147) : « *D'abord, et je considère que c'est la question centrale, je ne vois aucune raison pour que vous retiriez votre mot d'ordre : "le parti ouvrier belge au pouvoir !" . Quand nous avons pour la première fois lancé ce mot d'ordre, nous avons pleine conscience du caractère de la social-démocratie belge, qui ne veut pas se battre, et ne sait pas se battre, et qui, pendant plusieurs décennies, a joué le rôle de frein de la bourgeoisie sur la locomotive prolétarienne, qui a peur du pouvoir en dehors d'une coalition, car elle a besoin d'alliés bourgeois pour pouvoir refuser les revendications des ouvriers. (...) Nous avons auparavant estimé que la réalisation d'un tel gouvernement constituerait incontestablement un pas en avant. Non bien entendu dans le sens que le gouvernement des Vandervelde, De Man et compagnie serait capable de jouer quelque rôle positif que ce soit dans le remplacement du capitalisme par le socialisme, mais dans ce sens que, dans les conditions données, l'expérience d'un gouvernement social-démocrate serait d'une importance positive pour le développement révolutionnaire du prolétariat. Le mot d'ordre de gouvernement social-démocrate est ainsi calculé non pour quelque conjoncture exceptionnelle mais pour une période*

politique plus ou moins longue. Nous ne pourrions abandonner ce mot d'ordre que si la social-démocratie, avant son arrivée au pouvoir, commençait à s'affaiblir considérablement, à perdre son influence au profit d'un parti révolutionnaire ; mais aujourd'hui, hélas, une telle perspective est purement théorique. Ni la situation politique générale, ni le rapport des forces à l'intérieur du prolétariat ne permettent de retirer le mot d'ordre du "pouvoir à la social-démocratie". »

Le mot d'ordre « *imposons un gouvernement du PS et du PC* » est ainsi valable pour une période politique relativement longue. Ce n'est pas un mot d'ordre conjoncturel, même si l'échéance des élections présidentielles va lui donner une actualité immédiate, en faire un mot d'ordre d'action. Le débat pour savoir quand ce mot d'ordre relève de la propagande et quand il relève de l'agitation est confus, posé de cette manière, abstraitement. C'est un mot d'ordre central de la LCR (et parler de propagande est en ce sens trop restreint), mais il serait néanmoins illusoire de croire qu'il est possible, en tout temps, indépendamment d'échéances politiques précises comme l'élection présidentielle, d'organiser des courants de masse sur ce mot d'ordre, dans les syndicats par exemple.

Les thèses adoptées résumant bien toute notre démarche de front unique ouvrier quand elles écrivent : « *Malgré la division, le PC et le PS se partagent la confiance de millions de travailleurs. Malgré la division, ils restent majoritaires de façon écrasante dans la classe ouvrière et même dans le pays en dépit des trucages électoraux. Avec tous ceux qui voient en eux les premiers instruments de la lutte contre la crise, l'austérité et le chômage, il faut leur dire : rompez avec la bourgeoisie, prenez le pouvoir ! Les révolutionnaires ont, quant à eux, des divergences inconciliables avec les directions de ces partis, tant sur les buts que sur les moyens. Mais ils ne demandent pas aux militants socialistes et communistes de les croire sur parole. Ils proposent à leurs partis de se mobiliser ensemble pour dresser, face à la crise, le front de l'unité ouvrière. Et chacun jugera à la lumière des leçons de l'expérience.* »

Si la question de l'élection présidentielle a été longuement débattue lors du congrès, en aucun cas la LCR ne présente cette échéance comme le remède unique pour se débarrasser de Giscard et imposer un gouvernement du PC et du PS. Ce serait tomber dans l'électoratisme, alors qu'il nous faut au contraire, dès la rentrée sociale de septembre 1980, insister sur le refus de toute trêve électorale.

Indépendamment de l'échéance de l'élection présidentielle, l'accumulation du mécontentement social, la forte combativité qui se manifeste dans des secteurs décisifs du prolétariat ou dans d'autres couches de la population (se rappeler, cette année, la grève des instituteurs, le mouvement des collégiens contre la restructuration de la formation

professionnelle) rendent possibles des tournants brusques dans la situation sociale, des explosions de lutte et des grèves de masse. D'ores et déjà, l'expérience de ces dernières années de lutte fait que les travailleurs refusent « *de se lancer sans garantie dans des grèves isolées ou de gaspiller leurs forces dans des journées d'action aussi inutiles que répétitives, réglées comme du papier à musique par le ron-ron de la division* ». Au contraire, « *en emportant dans son mouvement la conviction de ceux qui sont encore désorientés et la décision de ceux qui sont toujours hésitants, la grève générale devient une grève politique de masse soudant la volonté des exploités face à leurs exploités. Elle pose la question cruciale : qui doit gouverner ?* » Le congrès a ainsi confirmé l'actualité de la lutte pour la grève générale.

Alain Krivine candidat

C'est dans ce cadre que le congrès a décidé de présenter Alain Krivine à l'élection présidentielle, en organisant dès cet été la campagne démocratique qui doit permettre de lever tous les obstacles légaux mis à une telle candidature. Il ne s'agit pas d'organiser une campagne indépendamment de toute l'activité qui a été celle de l'organisation ces derniers mois, lors de la mobilisation pour l'avortement libre et gratuit, lors de la marche nationale contre les lois racistes, lors de la marche pour l'unité le 1^{er} Mai, avec la pétition « pour l'union dans les luttes ».

Au contraire, « *il faut lancer une campagne massive qui prolonge cette activité sous forme d'une pétition nationale, de prises de position ouvrières, d'actions de masse, selon les axes de cette bataille pour le front unique des partis et des syndicats ouvriers, dans les luttes et pour l'élection présidentielle : chasser Giscard, soutien au candidat ouvrier le mieux placé au second tour, gouvernement PC-PS* ». Tels sont les axes de la bataille pour le front unique qu'il faut mener au moment de cette élection, dans la continuité des combats de l'année 1980. Et c'est pourquoi, dans les conditions actuelles, seul un candidat de la LCR peut représenter les intérêts des masses.

Forger une direction révolutionnaire, construire le parti

La LCR a montré sa capacité à impulser, à diriger des luttes de masse. Elle n'est plus une organisation propagandiste, mais est capable, par son intervention, de commencer à infléchir les rapports de forces entre les classes. Elle a joué un rôle décisif dans les luttes de la jeunesse, mais aussi dans les luttes menées par les personnels hospitaliers, ceux des PTT ou de la SNCF. Elle reste néanmoins relativement faible

dans les grandes entreprises industrielles : *« Notre faiblesse principale, aujourd'hui, c'est le déséquilibre entre notre implantation dans le secteur public et celle du secteur privé, c'est la présence de trop nombreux camarades dans des entreprises d'importance secondaire, c'est le déséquilibre entre ouvriers et employés, c'est la très faible concentration de nos forces dans les grandes entreprises industrielles où nous sommes présents. »*

La place qu'une organisation occupe dans la lutte des classes est fondamentalement déterminée par son programme. Il n'est évidemment pas question de revenir sur cette conception pour ouvrir la voie à toutes les formes d'ouvriérisme. Mais notre programme, qui synthétise cent ans d'expérience de la classe ouvrière, qui représente, seul, les intérêts historiques du prolétariat, ne peut prendre tout son contenu que s'il est porté par un parti politique à composition sociale majoritairement prolétarienne. Il risque sinon de se transformer en un couteau sans lame.

Le programme est bien sûr préexistant à la LCR ; c'est lui qui justifie la construction de la LCR. Rien n'est plus opposé à notre démarche que l'idée de construire un parti qui débattrait et adopterait ensuite un programme. C'est parce que le programme de la IV^e Internationale représente les intérêts historiques du prolétariat que nous construisons un parti. Mais encore faut-il construire un instrument efficace, un instrument adéquat aux objectifs stratégiques qui sont contenus dans ce programme. C'est pourquoi le congrès a adopté des thèses (*« Pour construire une organisation communiste ouvrière »*) qui représentent un tournant radical dans notre histoire.

Le but que se fixe la LCR est réaffirmé : *« Construire un parti révolutionnaire dont la majorité des militants soient implantés dans les secteurs clés de la classe ouvrière. »* Il s'agit là d'un objectif qui se confond avec la lutte pour le parti révolutionnaire. Mais ce que le congrès a décidé, plus modestement, c'est de prendre une série de mesures immédiates, applicables d'ici le prochain congrès de la section française de la IV^e Internationale, dans deux ans. Ces mesures portent sur :

- Une recomposition des directions afin de leur permettre de diriger le travail de l'organisation dans les entreprises. Cela s'est traduit par une modification importante du comité central qui compte désormais *« une majorité absolue de travailleurs ayant acquis une expérience de travail de masse et de direction de l'organisation, soit dans des villes dont l'intervention ouvrière est importante, soit dans des branches d'industrie ou des fractions syndicales de militants de la LCR. »*
- Une politique d'embauche de camarades dans les secteurs de l'industrie où nous sommes faiblement implantés. Il ne s'agit pas de démanteler les positions politiques déjà acquises dans certains secteurs (Éducation nationale, par exemple). Néanmoins, la politique d'embauche est

décisive et va concerner toute l'organisation, ses forces vives, et pas seulement les camarades qui ont des emplois marginaux ou qui sont au chômage. L'expérience syndicale, par exemple, accumulée dans plusieurs secteurs, pourra ainsi être utilisée de la manière la plus rationnelle pour la construction du parti.

- Un effort concernant la politique de formation, tant au niveau de la formation élémentaire que la formation de la direction, au sens large, de l'organisation (qui comprend les directions de villes et de sections, les membres des secrétariats de secteurs, les dirigeants des JCR, etc.).

- Le recrutement massif à l'organisation, ce qui passe entre autres par la modification du rôle des groupes Taupe, par la transformation du fonctionnement de l'organisation faisant de celle-ci un outil indispensable pour les militants ouvriers révolutionnaires.

Le congrès a adopté, sur ces quatre points, une série de mesures détaillées qui doivent permettre à la direction élue au congrès d'engager le tournant vers l'industrie. Toutes ces mesures doivent être engagées simultanément. En aucun cas nous ne ferons de l'une la condition de la réalisation des autres.

Parmi celles-ci, l'embauche occupe une place particulière. C'est sans doute la plus difficile à réaliser. Elle demande une grande confiance des militants dans leur organisation et dans sa direction. Mais elle est indispensable si nous voulons vraiment peser dans le sens d'une modification de la composition sociale de la LCR. Une fois engagée, une politique d'embauche suscite ses propres exigences, elle ne relève plus alors d'un simple volontarisme, comme l'ensemble des autres mesures votées. C'est pourquoi elle sera mise en place à tous les niveaux de l'organisation, concernera toute l'organisation, y compris sa direction.

Il s'agit néanmoins d'une « *réponse anormale à une situation anormale* ». La politique de recrutement, même intense, ne saurait en effet résoudre le problème auquel nous sommes confrontés, et sans politique d'embauche, nous continuerions à recruter à notre image. L'organisation de demain risquerait de n'être que la reproduction élargie de celle qui existe aujourd'hui. A terme, cela pourrait être lourd de dangers : notre absence des secteurs clés du prolétariat nous empêcherait de saisir les bouleversements en cours dans la conscience de classe, dans les rapports de forces au sein de la classe ouvrière. Plus grave, elle nous empêcherait de peser sur eux, d'en tirer parti et nous connaîtrions des blocages dans notre travail de construction des tendances de lutte de classes dans les syndicats, par exemple.

Toutes ces mesures, contenues dans les thèses adoptées, doivent nous permettre de construire l'outil organisationnel dont nous avons besoin pour remplir les tâches que nous nous sommes fixées dans les

thèses politiques. Les unes sans les autres conduiraient à la paralysie. Elles sont indissociables.

Construire la section française de la IV^e Internationale

Ce IV^e Congrès de la LCR a surtout été le XXV^e Congrès de la section française de la IV^e Internationale. Six mois après la tenue du XI^e Congrès mondial, il a permis de faire le point sur les progrès importants qu'a connus notre organisation dans son intervention. Après beaucoup de débats, le fait d'avoir été la partie française d'un parti mondial nous a permis de corriger les erreurs, d'accumuler les bases politiques pour faire un pas en avant. Les problèmes très concrets soulevés par ce congrès se posent dans de nombreuses sections de l'Internationale. Toutes les sections ont commencé à prendre les mesures permettant un tournant vers l'industrie, permettant de faire face aux plans d'austérité des régimes bourgeois, face à la nouvelle récession qui s'annonce.

En France, ces mesures sont prises tardivement, mais pas trop tard. Nous pourrions tirer pas à pas le bilan de la politique de notre IV^e Congrès, qui s'inscrit dans le cadre fixé par le XI^e Congrès mondial de la IV^e Internationale, en confrontant nos expériences, nos difficultés, avec celles des autres sections. C'est cela qui fait la force de la LCR, section française de la IV^e Internationale.